

Létourneau, Jocelyn (1996) *Les années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*. Montréal, Boréal, 295 p. (ISBN 2-89052-772-7).

Gilles Sénécal

Volume 41, numéro 113, 1997

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022658ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022658ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Sénécal, G. (1997). Compte rendu de [Létourneau, Jocelyn (1996) *Les années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*. Montréal, Boréal, 295 p. (ISBN 2-89052-772-7).] *Cahiers de géographie du Québec*, 41(113), 252-254.
<https://doi.org/10.7202/022658ar>

(pp. 381-439), il en va de même; et des passages entiers sur l'URSS et les Démocraties populaires (p. 356, par exemple) doivent être écourtés, repris, sinon supprimés.

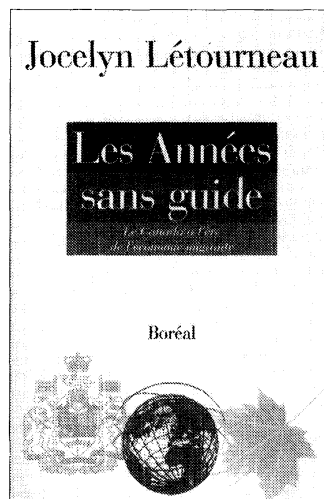
Plus grave, cette *Géographie humaine* contient des énormités. Nous ne retiendrons que les pages consacrées à la géographie des races (pp. 39-46), qui recèlent des affirmations inacceptables. Lisons, p. 41: «En Afrique Noire, l'ethnie est tellement marquée qu'elle est le véritable cadre dans lequel la géographie doit se replacer [...]», ou p. 43: «[...] les Basques n'apparaissent pas comme une race morphologiquement pure». À l'heure des interprétations hâtives du conflit rwandais, ce genre d'assertion ne peut que fourvoyer davantage... On ne parlera pas de certains jugements de valeur qui n'ont pas leur place dans un manuel ou des développements sur la «ville musulmane» (p. 435), évoquant, dans un style qu'on aurait pu croire révolu, les «réformes sociales» tendant à «moderniser la société indigène» (p. 437).

Les éditions Armand Colin auraient donc mieux à faire que de rééditer inlassablement ce classique fossilisé.

Jean-François Pérouse
UFR de Géographie-Aménagement
Université de Toulouse-Le Mirail

LÉTOURNEAU, Jocelyn (1996) *Les années sans guide. Le Canada à l'ère de l'économie migrante*, Montréal, Boréal, 295 p. (ISBN 2-89052-772-7)

À n'en pas douter, il s'agit d'un livre à thèse. L'auteur y reprend les thèmes devenus courants de l'économie globale et de la mondialisation, rebaptisés l'économie migrante. Cette thèse s'articule autour d'une série d'énoncés, emboîtés selon une rationalité apparente, ainsi rapidement résumés: 1) le postkeynésianisme est une mutation profonde des sociétés capitalistes; 2) la mobilité du capital est devenue totale et de grandes sociétés, profitant des nouvelles technologies de l'information, construisent une nouvelle économie mondialisée; 3) ce phénomène bouleverse les structures économiques anciennes, et relevant généralement des États-nations, en les désenclavant; 4) ce faisant, les identités nationales, historiquement construites, s'en trouvent dépréciées voire obsolètes; 5) on assiste, enfin, à un éclatement de l'espace public et à une fragmentation du corps politique.



L'économie migrante aurait des effets déstructurants sur les identités anciennes, quelques fois ethniques, mais également sur les attachements nationaux, inscrits dans des courants républicains et démocratiques, associés à la modernité. D'ailleurs, l'auteur défend ici l'hypothèse de l'approfondissement de la modernité, en s'inspirant de Giddens, tout en réfutant les discours postmodernistes. Ainsi, l'érosion des identités nationales serait le signe, non pas du relativisme culturel, mais d'une aggravation des tensions due à l'économie migrante. Dans la même veine, la standardisation culturelle, menant à une culture mondiale, nommée «culture Benetton», apparaît comme le fait des régions qui gagnent, contre les cultures des groupes enracinés, celles des régions qui perdent, pour reprendre ici les catégories à la mode depuis Benko et Lipietz.

Monde dualiste, dans lequel s'affrontent migrants et enracinés, le nouvel ordre mondial départage les acteurs gagnants et perdants selon leur position sociale (allant des cadres des grandes firmes multinationales jusqu'au néo-lumpenprolétariat) et leur appartenance générationnelle (les *baby-boomers* gâtés face à la génération X). Il en ressort une nouvelle stratification sociale opposant les titulaires d'emplois permanents aux précaires d'une part, et les bénéficiaires des programmes de protections sociales, généralement dans la quarantaine avancée, à une jeunesse qui ne profite pas des avantages sociaux ni même du marché de l'emploi. En fin de compte, il resterait des groupes gagnants, en émergence, en ascension et en déploiement, face à des groupes perdants, en réaction, en résistance et en reflux.

Appliquée aux relations Québec-Canada, cette thèse sert à présenter une économie canadienne ne fonctionnant plus de manière concordante pour toutes les régions, alors que l'État fédéral ne possède plus la capacité régulatrice suffisante pour corriger les effets pervers de la nouvelle économie. Il en ressort des zones fortes et des zones faibles, des ensembles métropolisés ou des régions peu ouvertes sur le monde. Dans ce contexte, l'affirmation du nationalisme québécois est comprise comme une expression de mécontentement économique et une construction discursive, plutôt qu'un réel mouvement identitaire. Certes réductrice à l'égard du fait québécois, la thèse de Létourneau permet de distinguer deux projets canadiens concomitants, les fédéralismes recentré et décentré. Le premier soutient qu'Ottawa est le lieu de la modernisation, puisqu'il soutient une volonté de symétrie et d'uniformisation à l'égard des différentes régions du Canada. Ce fédéralisme recentré souffre cependant d'une inaptitude à s'adapter aux nouvelles réalités économiques. Le second, venu du Québec, défend l'idée d'un partenariat réel entre les différentes parties du Canada, dans une forme politique décentralisée, permettant des microrégulations différenciées menées par des régions distinctes les unes des autres. Le fédéralisme décentré serait le garant de la modernisation du Canada. Mieux encore, ce projet, dont le Québec est le héraut, assurerait l'avenir du Canada.

Le livre intéressera ceux qui suivent les débats sur le renouvellement du fédéralisme canadien. Il est le produit d'une réflexion propre aux sciences politiques. Il intéressera moins les géographes qui n'y trouveront que peu de référence aux problématiques de géographie politique et de géographie culturelle. Plus encore, la dimension spatiale y est faiblement traitée: on y manque une réflexion soutenue

sur les rapports entre les différentes échelles de pertinence qui interagissent dans une économie globale. Il n'est pas suffisant de présenter une mondialisation triomphante et une résurgence des localismes sur fond d'insatisfaction économique. Cette simplification dessert l'analyse.

De plus, il faut dire que ce livre est écrit dans un style difficile et parfois hermétique. Un exemple, parmi d'autres, suffira à l'illustrer: ainsi «l'économie migrante, en ne produisant pas d'équilibres stables au sein des espaces nationaux, déjoue l'imaginaire acquis du fonctionnement des circuits capitalistes» (pp. 46-47). Cet imaginaire du fonctionnement des circuits capitalistes demanderait de plus amples explications.

Gilles Sénécal
INRS-Urbanisation
Montréal

LÉVY, Jacques (1996) *Le monde pour cité. Débat avec Alfredo Valladão*. Paris, Hachette Livre (Coll. «Questions de politique»), 143 p. (ISBN 23-5223-5)

Dans ce petit livre publié dans une collection invitante et dédié à un public large, Jacques Lévy, animateur de la revue *Espaces/ Temps*, s'adonne à un exercice de réflexion sur l'une des questions centrales de cette fin de siècle, soit la place du politique dans le processus de la mondialisation.

Lévy commence par contredire les partisans de la thèse de l'illisibilité du monde actuel. Pour lui, c'est la gent intellectuelle qui connaît une crise des représentations de ce monde. Elle est incapable d'en déchiffrer et par conséquent d'en prédire le sens. Difficile en effet d'abandonner la croyance selon laquelle les relations entre États pouvaient à elles seules expliquer la marche de la planète! Pour dépasser la vision *géopolitiste* de l'ordre global, fondée sur l'idée d'un «ennemi identifiable et permanent» et donc d'une bipolarité rassurante des forces en présence, Lévy parle de mondialité qu'il conçoit, tout simplement, comme la lecture à l'échelle mondiale des réalités d'aujourd'hui. Pour l'auteur, la mondialité est une posture d'intelligibilité panoramique — et géographique — du monde. Elle se traduit par une jonction de réalités qui, jusqu'ici, pouvaient être pensées séparément. C'est notamment le cas du temps: se met en place une certaine synchronisation de processus auparavant distincts, en particulier dans tout ce qui concerne les échanges. Selon Lévy, on est sorti, pour une part au moins, d'un état de non-contemporanéité des actes, des sociétés, des civilisations. Or, cette rupture doit être assumée et théorisée.

